

L'analphabétisme économique

Chávez a parlé à Zulia du « camarade Sarkozy », non sans ironie, mais sans intention de blesser le président en exercice de l'Union européenne : compte tenu de ce que ce dernier a affirmé à Beijing, c'était plutôt une sorte d'hommage à sa sincérité.

Nul n'avait osé à ce jour proclamer tout haut ce que les dirigeants européens savent pertinemment sans l'avouer : le système financier ne fonctionne plus et il faut le changer.

Le président vénézuélien a déclaré en toute franchise : « Il est impossible de refonder le système capitaliste. Ce serait comme vouloir renflouer le *Titanic* du fond de l'océan. »

En effet, au septième Sommet Europe-Asie auquel ont participé quarante-trois pays, Sarkozy a fait des aveux notables, si l'on en croit les dépêches :

« ... le monde va mal. Il va mal parce qu'il est face à une crise financière sans précédent dans sa gravité, dans sa soudaineté, dans sa violence et dans son déroulement. Le monde va mal parce qu'il est face à une crise du développement et ses conséquences sur l'environnement qui mettent en cause l'avenir même de l'humanité. Le monde va mal parce qu'il y a 900 millions de citoyens du monde qui n'ont pas les moyens de se nourrir. Face à ces défis, nous voici réunis, Asie et Europe, représentant à nous deux les deux tiers de l'humanité et la moitié de la richesse mondiale. [...] »

« La crise financière est partie des Etats-Unis mais cette crise est mondiale. La réponse doit donc être mondiale.

« [...] Nous pensons que la place d'un enfant de 10 ans n'est pas à l'usine mais à l'école.

« [...] Nous pensons que nulle région du monde n'a de leçon à donner à l'autre... »

Allusion très claire à la politique des Etats-Unis.

Pour conclure, il a rappelé devant les nations asiatiques le passé colonisateur de l'Europe à leur égard.

Si *Granma* avait écrit des choses pareilles, on aurait parlé de clichés de la « presse officielle communiste ».

La chancelière allemande Angela Merkel a affirmé à Beijing qu'on ne pouvait « prévoir l'ampleur et la durée de la crise financière internationale en cours. Il s'agit tout bonnement de créer une nouvelle charte constitutive des finances. » Ce même jour, différentes nouvelles révélaient l'incertitude générale.

A la réunion de Beijing, les quarante-trois pays européens et asiatiques ont reconnu que le FMI devait jouer un rôle important en aidant les pays gravement touchés par la crise et ont soutenu la convocation d'un sommet inter-régional qui chercherait sur le long terme à stabiliser et à développer l'économie mondiale.

Le président du gouvernement espagnol, Rodríguez Zapatero, a déclaré : « C'est une crise de responsabilités au cours de laquelle quelques-uns se sont enrichis et la majorité s'est appauvrie... Les marchés ne font plus confiance au marché. » Il a pressé les pays à refuser le protectionnisme, car il est convaincu que la concurrence permettrait aux marchés financiers de jouer leur rôle. Le président espagnol n'a pas été invité officiellement au Sommet à Washington parce que Bush le rancunier ne lui

pardonne pas d'avoir retiré ses troupes d'Iraq.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Durão Barroso, a repris à son compte sa mise en garde au sujet du protectionnisme.

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, rencontrait de son côté des économistes éminents pour tâcher d'éviter que les pays en développement ne soient les principales victimes de la crise.

Miguel D'Escoto, ancien ministre des affaires étrangères de la Révolution sandiniste et président actuel de l'Assemblée générale de l'ONU, a demandé que la question de la crise financière se discute, non au sein du G-20, autrement dit entre les pays les plus riches et un groupe de nations dites « émergentes », mais tout simplement aux Nations Unies.

Le lieu et le type de réunion où il faudra adopter un nouveau système financier qui mette fin au chaos et à l'absence totale de sécurité pour les peuples font encore l'objet de disputes. La crainte règne de voir les pays les plus riches au monde se réunir avec un groupe réduit de pays émergents frappés par la crise financière et adopter un nouveau Bretton Woods en faisant fi du reste du monde. Le président Bush a déclaré hier : « Les pays qui discuteront ici, le mois prochain, de la crise mondiale doivent aussi s'engager de nouveau avec les fondements de la croissance économique à long terme, avec le libre-marché, la libre-entreprise et le libre-échange. »

Jusqu'ici, les banques prêtaient des dizaines de dollar pour chaque dollar déposé par les épargnants. Elles multipliaient l'argent. Elles respiraient et transpiraient de prêt par tous les pores. La moindre contraction devait forcément les conduire à la ruine ou au rachat par d'autres banques. Il fallait donc les sauver, toujours aux dépens de contribuables. Elles fabriquaient des fortunes énormes. Leurs actionnaires privilégiées majoritaires pouvaient payer n'importe quelle somme à n'importe quel prix.

Shi Jianxun, professeur à l'Université Tongui de Shanghai, a écrit dans un article publié dans l'édition étrangère du *Journal du peuple* : « La dure réalité a fini par convaincre les gens, en pleine panique, que les Etats-Unis ont utilisé l'hégémonie du dollar pour piller les richesses du monde. Il urge de changer le système monétaire international fondé sur la primauté du dollar. »

Il explique en quelques mots le rôle essentiel des monnaies dans les relations économiques internationales. Cela se passait depuis des siècles entre l'Asie et l'Europe. Rappelons que celle-ci imposa l'opium à la Chine en guise de monnaie. J'en ai parlé dans les Réflexions que j'ai intitulées « La victoire chinoise ».

Les autorités de ce pays ne voulaient même pas accepter la monnaie d'argent par laquelle les Espagnols payaient au début, depuis leur colonie des Philippines, les produits qu'ils y achetaient parce qu'elle ne cessait de se dévaluer à cause de son abondance dans le Nouveau Monde récemment conquis par l'Europe. Les gouvernants européens ont même honte aujourd'hui des choses qu'ils ont imposées à la Chine des siècles durant.

Selon cet économiste chinois, les difficultés actuelles dans les rapports d'échange entre les deux continents doivent se régler en recourant aux euros, aux livres sterling, aux yens et aux yuans. Il ne fait pas de doute qu'une parité raisonnable entre ces quatre monnaies contribuerait au développement de relations commerciales justes entre l'Europe, la Grande-Bretagne, le Japon et la Chine.

Ce mécanisme inclurait le Japon et l'Allemagne – deux pays producteurs de complexes équipements de pointe aussi bien pour la production que pour les services – et la principale locomotive de l'économie mondiale, la Chine, qui compte 1,4 milliard et quelque d'habitants et plus de 1,5 billion de dollars dans ses réserves internationales, pour la plupart des dollars et des bons du Trésor étasuniens, le Japon possédant lui aussi des réserves en devises presque équivalentes.

La valeur du dollar s'accroît dans la conjoncture actuelle grâce à la position dominante de cette

monnaie qui a été imposée à l'économie mondiale, ce que signale et refuse à juste titre le professeur de Shanghai.

Beaucoup de pays du Tiers-monde comme le nôtre, exportateurs de produits et de matières premières à faible valeur ajoutée, importent des produits de consommation chinois dont les prix sont généralement raisonnables, et des équipements en provenance du Japon et d'Allemagne qui coûtent toujours plus chers. Bien que la Chine, contrairement à ce que ne cessent de lui demander les Yankees pour protéger leurs industries de la concurrence chinoise, se soit efforcée d'éviter la surévaluation du yuan, celui-ci s'apprécie et le pouvoir d'achat de nos exportations diminue d'autant. Les cours du nickel, notre principal produit d'exportation, qui avaient atteint plus de 50 000 dollars la tonne encore tout récemment, sont tombés ces derniers jours à seulement 8 500 dollars, soit moins de 20 p. 100 de ce plafond. Ceux du cuivre ont chuté à moins de 50 p. 100, et ainsi à l'avenant pour le fer, l'aluminium, l'étain, le zinc et tous les produits miniers indispensables à un développement durable. Les cours de produits de consommation tels que le café, le cacao, le sucre et d'autres, contrairement à tout bon sens rationnel et humain, ont à peine bougé en plus de quarante ans. Aussi avais-je également mis en garde, voilà peu, que, quand la crise frapperait à nos portes, nous perdriions des marchés et que le pouvoir d'achat de nos produits se réduirait considérablement. Les pays capitalistes développés savent qu'en une telle circonstance, leurs usines et leurs services sont frappés de paralysie et que seule la capacité de consommation d'une grande partie de l'humanité, d'ores et déjà au seuil de la pauvreté ou déjà tombée en dessous, pourrait leur permettre de continuer de fonctionner.

Tel est le grave dilemme que pose la crise financière, le danger étant que les égoïsmes sociaux et nationaux prennent le pas sur les souhaits de nombreux hommes d'Etat et politiques du monde angoissés par ce phénomène parce qu'ils ne font pas du tout confiance au système dont ils sont issus comme hommes publics.

Une fois qu'un peuple cesse d'être analphabète, sait lire et écrire, possède les connaissances élémentaires indispensables pour vivre et produire honnêtement, il lui faut encore vaincre la pire forme d'ignorance de notre époque : l'analphabétisme économique. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions savoir ce qu'il se passe dans le monde.

Fidel Castro Ruz

Le 26 octobre 2008

17 h 15

Date:

26/10/2008

Source URL: <http://www.fidelcastro.cu/fr/articulos/lanalphabetisme-economique>